



210 rue St Martin 75003 PARIS
Tél. : (33-1) 44 61 03 25 - Fax : (33-1) 44 61 03 20
<http://www.survie-france.org>
e-mail : contact@survie-france.org

Communiqué, le 3 octobre 2007

Cameroun. Le régime tue sous le regard indifférent de la France.

Les 2 et 3 octobre le ministre français de la Coopération Jean-Marie Bockel est au Cameroun, pour s'entretenir avec le président Biya de coopération, notamment dans le domaine de la police.

Le lundi 17 septembre, dans la localité d'Abong Mbang, à l'Est du Cameroun, deux jeunes lycéens ont été tués et de nombreux autres blessés dans la répression d'une manifestation pacifique protestant contre la privation d'électricité dont cette localité souffre depuis des semaines.

Le pouvoir a qualifié ces faits d' « incidents » et même de « geste d'humeur » de la part des autorités qui ont tiré. Non seulement les autorités françaises n'ont fait aucune déclaration à propos de ces événements, pour condamner l'usage de la violence dans la répression des légitimes revendications de la population, mais elles viennent, comme si de rien n'était, rencontrer le pouvoir en place. Ce silence et cette visite ne peuvent que servir de caution à un régime qui réprime régulièrement toute manifestation par la violence. Rappelons les 4 morts des manifestations étudiantes à Buéa, dans l'Ouest du Cameroun, en novembre 2006, les deux morts toujours à Buéa en mai 2005.

Alors que la répression des manifestations en Birmanie provoque à juste titre l'indignation internationale, aucune mention n'est faite dans les médias français des événements sanglants qui se sont déroulés au Cameroun, probablement parce que le régime autocratique du Cameroun est dans les meilleurs termes avec les dirigeants français qui y font des affaires fructueuses et qu'il importe de masquer la réalité sociale d'un pays dit « stable ».

Depuis 1960 le Cameroun n'a connu que deux présidents : Ahmadou Ahidjo, qui réprima féroce, avec l'aide de l'armée française, pendant plus de dix ans, la rébellion du parti nationaliste de l'UPC (Union des populations du Cameroun) et Paul Biya, premier ministre du précédent, qui lui succéda en 1982, et qui se succède à lui-même depuis, d'élections truquées en réformes constitutionnelles, réprimant toute contestation.

La répression d'une tentative de coup d'Etat, en 1984, fit un millier de morts, celle des manifestations exigeant une conférence nationale, en 1990, plusieurs centaines de morts. En 2000 les agissements du commandement opérationnel institué pour lutter contre la criminalité à Douala se soldèrent par des dizaines d'exécutions extrajudiciaires. Tout cela dans la plus grande indifférence de l'opinion internationale.

Les jeunes qui meurent parce que leur ville est privée d'électricité sont les frères de ceux qui sombrent dans l'Atlantique ou la Méditerranée, de ceux qu'on met de force dans des avions pour les expulser. Tous ont voulu changer leur destin. Le moins que puisse faire le gouvernement d'un pays qui les renvoie chez eux c'est de ne pas être indifférent à la lutte qu'ils y mènent pour une vie décente et ne pas être complice de ceux qui les répriment.

Contact presse :

Olivier THIMONIER : olivier.thimonier@survie-france.org Tél. : 01 44 614 03 25